



**PRÉFET  
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale de l'Emploi, du Travail,  
des Solidarités et de la Protection des Populations  
des Deux-Sèvres**

Service Environnement Biologique  
30, rue de l'Hôtel de Ville  
CS58434  
79024 Niort

Niort, le 01/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **LTDS (ex CLS)**

5 Avenue de Niort  
79370 Celles-Sur-Belle

Références : 2025-03196  
Code AIOT : 0057902328

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2025 dans l'établissement LTDS (ex CLS) implanté 5 Avenue de Niort 79370 Celles-sur-Belle. L'inspection a été annoncée le 12/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LTDS (ex CLS)
- 5 Avenue de Niort 79370 Celles-sur-Belle
- Code AIOT : 0057902328
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SAS LAITERIE TERRE DE SÈVRE bénéficie de l'arrêté préfectoral n° 2357 du 13 mai 1992 modifié autorisant l'exploitation d'une laiterie fromagerie pour une capacité de traitement de 189 000 litres par jour (Rubrique 2230-1).

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Agroalimentaire Incendie ;
- AN25 Agroalimentaire Rejets aqueux.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 24/04/2017, article 19.V	Demande de justificatif à l'exploitant	31 jours
6	Émissions dans l'eau	Arrêté Ministériel du 24/04/2017, article 32	Demande de justificatif à l'exploitant	31 jours
11	Surveillance des émissions	Arrêté Ministériel du 24/04/2017, article 56	Demande d'action corrective	4 mois
12	GIDAF	Arrêté Ministériel du 24/04/2014, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
13	Dispositions	Arrêté Ministériel du 30/09/2008,	Demande de justificatif à	31 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	relatives au comportement au feu	article Annexe I Point 4.2	l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 24/04/2017, article 3	Sans objet
2	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 24/04/2017, article 14	Sans objet
4	Émissions dans l'eau	Arrêté Ministériel du 24/04/2017, article 27	Sans objet
5	Émissions dans l'eau	Arrêté Ministériel du 24/04/2017, article 34	Sans objet
7	Émissions dans l'eau	Arrêté Ministériel du 24/04/2017, article 35	Sans objet
8	Émissions dans l'eau	Arrêté Ministériel du 24/04/2017, article 36	Sans objet
9	Émissions dans l'eau	Arrêté Ministériel du 24/04/2017, article 37	Sans objet
10	Émissions dans l'eau	Arrêté Ministériel du 24/04/2017, article 38	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement est globalement conforme aux prescriptions réglementaires.

Quelques non-conformités devront être levées avant le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation environnementale.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/04/2017, article 3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Conformité de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.  [...]
<b>Constats :</b>  L'installation est implantée et exploitée conformément aux plans et autres documents transmis au service de l'inspection des ICPE. L'exploitant nous informe qu'il envisage de déposer un dossier de demande d'autorisation afin de pouvoir augmenter sa capacité de production et la mise à jour de son plan d'épandage en 2026/2027.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Prévention des accidents et des pollutions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/04/2017, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8 ;
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple), d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et doit permettre de fournir un débit de 60 m<sup>3</sup>/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

#### **Constats :**

Présence d'un plan d'intervention en cours de finalisation et établi en relation avec le SDIS.

Présence de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local.

Présence d'un personnel en 3 x 8 formé à la levée de doutes et à la procédure interne d'alertes.

Présence d'une centrale d'alerte (télésurveillance) avec report des alarmes sur les téléphones d'astreinte.

Présence de 3 poteaux incendie sur le réseau public et en limite de propriété.

À noter la présence du centre de secours de CELLES SUR BELLE à proximité immédiate du site de production (Sud Ouest du site).

Présence d'extincteurs (intérieur de l'installation, aires extérieures et lieux présentant des risques spécifiques) et de RIA à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.

Absence de sprinklage sur le site.

Présence du dernier rapport de vérification des extincteurs et RIA réalisé par CHRONO FEU en date du 18 juin 2025.

Un exercice de sécurité est réalisé environ 4 fois par an.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Prévention des accidents et des pollutions**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 24/04/2017, article 19.V

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

**Prescription contrôlée :**

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique.

En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume des matières liquides stockées ;
- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie (120 m<sup>3</sup> minimum) ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

**Constats :**

Actuellement :

- si incident à l'intérieur des bâtiments, les eaux d'extinction seraient dirigées vers la fosse extérieure d'eaux usées et confinées ;
- si incident à l'extérieur de bâtiments, les eaux d'extinction seraient susceptibles de rejoindre le réseau des eaux pluviales, sans confinement préalable.

Absence de moyen de confinement des eaux d'incendie à l'extérieur des bâtiments.

L'exploitant envisage de déposer une demande d'autorisation environnementale avec une augmentation de capacité et de ce fait, la gestion des eaux d'extinction est en cours de réflexion.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est attendu la transmission d'une procédure de gestion des eaux d'incendie « intermédiaire » avant dépôt de demande d'autorisation environnementale.

**Type de suites proposées :** Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 31 jours

**N° 4 : Émissions dans l'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/04/2017, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ouvrages de prélèvements
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Si le volume prélevé est supérieur à 10 000 m<sup>3</sup>/an, les dispositions prises pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement sont conformes aux dispositions indiquées dans l'arrêté du 11 septembre 2003 relatif aux prélèvements soumis à déclaration au titre de la rubrique 1.1.2.0 en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement.</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.</p> <p>[...]</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'eau consommée provient principalement de 2 forages (« Usine » et « Miséré »), un complément est fourni par le réseau public.</p> <p>Les prélèvements d'eau sur ces forages sont autorisés par l'arrêté d'autorisation d'utilisation de l'eau des captages de la laiterie coopérative de la sèvre daté du 30 mars 2011.</p> <p>Les volumes maximaux de prélèvement autorisés (article 2-3) sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- forage « Usine », 109 500 m<sup>3</sup>/an ;</li> <li>- forage « Miséré », 73 000 m<sup>3</sup>/an.</li> </ul> <p>Présence d'un compteur sur chaque forage et sur la canalisation d'eau de réseau.</p> <p>Présence d'un relevé quotidien des quantités prélevées par forage et eau de réseau.</p> <p>Présence d'un registre des quantités prélevées.</p> <p>En 2024, LTDS a prélevé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- forage « Usine », 28 531 m<sup>3</sup> ;</li> <li>- forage « Miséré », 77 301 m<sup>3</sup>.</li> </ul> <p>En 2025, LTDS a prélevé en semaine 47 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- forage « Usine », 35 055 m<sup>3</sup> ;</li> <li>- forage « Miséré », 68 797 m<sup>3</sup> ;</li> <li>- eau de réseau, 6 618 m<sup>3</sup>.</li> </ul> <p>Les quantités autorisées sont respectées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Émissions dans l'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/04/2017, article 34
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tous les effluents aqueux sont canalisés.</p>

La dilution des effluents est interdite.  [...]
<b>Constats :</b>  Présence d'un plan des réseaux (eaux pluviales, eaux usées) à jour.  Présence d'un réseau de collecte de type séparatif (eaux pluviales, eaux usées).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Émissions dans l'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/04/2017, article 32
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des eaux pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b>  En matière de dispositif de gestion des eaux pluviales, les dispositions de l'article 43 du 2 février 1998 modifié s'appliquent.  Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle respectent les valeurs limites fixées à l'article 36 avant rejet au milieu naturel.
<b>Constats :</b>  Absence de dispositif de traitement des eaux susceptibles d'être polluées (par exemple, hydrocarbures sur les parking) du fait des activités menées par l'installation, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, permettant de traiter les polluants en présence.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est attendu la transmission d'une procédure de gestion des eaux susceptibles d'être polluées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 31 jours

**N° 7 : Émissions dans l'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/04/2017, article 35
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les prescriptions de cet article s'appliquent uniquement aux rejets directs au milieu naturel.  L'exploitant justifie que le débit maximum journalier ne dépasse pas 1/10 du débit moyen interannuel du cours d'eau.  [...]
<b>Constats :</b>  Sans objet.

Les eaux usées produites sur le site sont recueillies dans un bassin aéré/brassé de 300 m <sup>3</sup> puis valorisées sur des terres agricoles via une station d'épandage qui alimente un réseau de canalisations enterrées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Émissions dans l'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/04/2017, article 36
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Sans préjudice des dispositions de l'article 25, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé. Pour chacun des polluants rejetés par l'installation, le flux maximal journalier est à préciser dans le dossier d'enregistrement.</p> <p>Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée selon les modalités définies au 2ème alinéa de l'article 32 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sans objet.</p> <p>Les eaux usées produites sur le site sont recueillies dans un bassin aéré/brassé de 300 m<sup>3</sup> puis valorisées sur des terres agricoles via une station d'épandage qui alimente un réseau de canalisations enterrées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Émissions dans l'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/04/2017, article 37
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En matière de traitement externe des effluents par une station d'épuration collective, les dispositions de l'article 34 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.</p> <p>Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les modalités de raccordement ;</li> <li>- les valeurs limites avant raccordement ;</li> </ul> <p>Ces dernières dépendent de la nature des polluants rejetés (macropolluants ou substances dangereuses) et du type de station d'épuration (urbaine, industrielle ou mixte).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Sans objet.</p> <p>Les eaux usées produites sur le site sont recueillies dans un bassin aéré/brassé de 300 m<sup>3</sup> puis valorisées sur des terres agricoles via une station d'épandage qui alimente un réseau de canalisations enterrées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Émissions dans l'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/04/2017, article 38
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.  Dans le cas où une autosurveillance est mise en place, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas d'une autosurveillance journalière (ou plus fréquente) des effluents aqueux, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.  Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.  Pour l'azote et le phosphore, la concentration moyenne sur un prélèvement de 24 heures ne dépasse pas le double des valeurs limites fixées.
<b>Constats :</b>  Sans objet. Les eaux usées produites sur le site sont recueillies dans un bassin aéré/brassé de 300 m <sup>3</sup> puis valorisées sur des terres agricoles via une station d'épandage qui alimente un réseau de canalisations enterrées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Surveillance des émissions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/04/2017, article 56
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Émissions dans l'eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective et, le cas échéant, lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif sur une durée de vingt-quatre heures.  [...]
<b>Constats :</b>  Les eaux usées produites sur le site sont recueillies dans un bassin aéré/brassé de 300 m <sup>3</sup> puis valorisées sur des terres agricoles via une station d'épandage qui alimente un réseau de canalisations enterrées.  Les VLE de rejets sont cadrées par l'article 2.10.1 de l'AP 2357 du 13 mai 1992.  Absence de préleveur réfrigéré et automatique pour les prélèvements à effectuer.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est attendu la mise en place d'un préleveur réfrigéré et automatique.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

#### N° 12 : GIDAF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/04/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission des données de surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L.512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<b>Constats :</b>  <p>Absence de déclarations de surveillance sous GIDAF.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <p>Il est attendu la déclaration sous GIDAF des résultats de surveillance des rejets réalisés (rejets d'eaux).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

#### N° 13 : Dispositions relatives au comportement au feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/09/2008, article Annexe IPoint 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection et extinction automatiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>La détection automatique d'incendie avec transmission de l'alarme à l'exploitant est obligatoire sauf pour les installations existantes d'un volume inférieur à 5 000 m<sup>3</sup> au sein d'établissements dans lesquels une présence humaine est effective en permanence.</p> <p>Pour les papiers de grammage inférieur à 42 g/m<sup>2</sup> et les papiers d'hygiène stockés en bobine, ainsi que pour les papiers de grammage inférieur à 48 g/m<sup>2</sup> non stockés sous forme de bobines, les dépôts sont équipés d'un système d'extinction automatique.</p> <p>Pour les autres types de papiers, l'exploitant définit une stratégie d'extinction de l'incendie. Si celle-ci n'est pas basée sur un système automatique d'extinction, la stratégie d'extinction après détection fait l'objet d'un avis des services d'incendie et de secours. Cette stratégie peut s'appuyer sur l'intervention de moyens de secours internes et externes, la mise en place de réserve d'eau par exemple. L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées le document des services d'incendie et de secours concernant ces aspects.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour ces dispositifs de détection ou d'extinction. Il établit des consignes de maintenance et organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le point le plus haut des stockages se situe à une distance compatible avec les exigences du fonctionnement des dispositifs d'extinction ou de détection. Cette distance ne peut en tout état de</p>

cause être inférieure à un mètre.
<b>Constats :</b>  Absence de détection incendie au niveau de la zone de stockage de l'atelier UHT (stockage de palettes bois).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est attendu la transmission d'une procédure de gestion en cas d'incendie détecté dans cette zone (atelier UHT).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 31 jours